

a annoncé en cette ville de Vancouver que le conseil d'administration du National-Canadien faisait construire l'hôtel dont les travaux dureraient depuis 1926 et que l'ouverture officielle en serait effectuée en 1939. J'ai demandé hier pourquoi le ministre de la Défense nationale, bien qu'il est le député de l'une des circonscriptions de Vancouver et qu'il donne tous ses soins à la Défense nationale, servait de porte-parole pour faire une déclaration d'une telle importance qui dans le cours ordinaire des choses revenait au conseil d'administration—s'il est vrai que le conseil d'administration du National-Canadien soit un organisme indépendant, comme il convient qu'il le soit, c'est là une partie de ses fonctions et une partie de ses attributions. Je me suis demandé pourquoi cette déclaration n'était pas venue, comme cela se ferait au sein d'une entreprise commerciale ordinaire, du président ou de l'administrateur général de l'entreprise intéressée et non du ministre.

L'hon. M. HOWE: L'un des administrateurs me posa officiellement la même question. Les circonstances sont celles-ci: Comme vous le savez, nous sommes venus à une entente avec la ville de Vancouver, il y a quelques années, à l'effet de construire et exploiter un hôtel. Tout naturellement, quand un membre du gouvernement se rend à Vancouver il subit une pression très forte de la part de la ville à l'effet de tenir son engagement. J'ai subi cette pression à chacune de mes visites dans cette ville. M. Mackenzie a eu le même sort—à chacune de ses visites. Il m'en a dit un mot avant d'entreprendre ce voyage. Je lui ai répondu alors que je ne savais rien à ce sujet mais que dès l'instant que j'apprendrais quelque chose je le lui communiquerais. Après l'élection et avant qu'il ne quittât Vancouver, je... je crois lui avoir télégraphié tard, le soir de l'élection; ce télégramme ne pouvait donc produire réaction sur les élections; je crois d'ailleurs que les journaux du lendemain publièrent la nouvelle.

L'hon. M. STEWART: Le ministre de la Défense nationale fut simplement victime des circonstances.

L'hon. M. HOWE: Non, pas la victime des circonstances. Naturellement, comme il est le député de Vancouver, c'est à lui que la ville s'adresse.

M. HANSON: Bien plus, il est le ministre de la Colombie-Britannique.

M. WALSH: Je craignais qu'il ne pût donner naissance à un système de...

L'hon. M. HOWE: Incidemment, si vous allez plus loin, je puis fouiller le dossier de l'annonce de M. Stevens quand les travaux de l'hôtel commencèrent.

M. WALSH: Je m'intéresse peu aux paroles d'alors de M. Stevens.

L'hon. M. HOWE: Vous vous y fussiez intéressé si vous eussiez été membre du parti à l'époque. monsieur Walsh.

M. WALSH: J'imagine que si j'eusse siégé à l'opposition quand M. Stevens jouissait des avantages d'un portefeuille, j'eusse adopté la même attitude; je me contente de m'opposer à une certaine façon d'agir au sein du cabinet de la part du ministre de la Défense nationale, une attitude comme celle qui s'est produite entre le ministre de l'Agriculture et le ministre du Commerce.

L'hon. M. HOWE: Par le ministre des Transports.

M. WALSH: Non; le ministre des Transports est très haut dans mon estime.

Le PRÉSIDENT: Ecoutez; écoutez.

M. WALSH: Je n'aime pas qu'aucun autre membre du cabinet n'outre passe ses droits, car je sais que ce ministre, étant donné son tempérament, ne reviendrait pas sur une décision aussi facilement que pourraient le faire certains autres ministres. Je n'aime pas que le ministre de la Défense nationale présume de déclarations censées venir du ministre des Transports ou de la direction du chemin de fer. Il me semble que le ministre de la Défense nationale est assez pris par ses fonctions de ministre sans chercher à se créer un petit avantage politique de ce que le gouvernement décide de faire pour la ville